

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 19/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8**

46, rue de Lagny  
93100 Montreuil

Références : UDRD.2024.11.R.13  
Code AIOT : 0005804051

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée du 06 novembre 2024 a visé à vérifier le fonctionnement de la barrière hydraulique opérée par l'exploitant depuis novembre 2023.

Le présent rapport vise par ailleurs à couvrir une précédente visite inopinée effectuée le 20 septembre 2024 sur site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne
- Code AIOT : 0005804051
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 dispose sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5 900 m<sup>2</sup> louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt le 16 janvier 2023.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution
- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesures de confinement de la pollution	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescription	45 jours
2	Gestion et traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3 de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescription	45 jours
3	Évacuation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	45 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection inopinée du 06 novembre 2024, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de se conformer :

- à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié en réinstallant et en exploitant un confinement hydraulique traitant les eaux souterraines polluées du site avant le 31 décembre 2024.
- à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié en maintenant un niveau d'eau dans les réseaux de son site le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023 avant le 31 décembre 2024.
- à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 en fournissant un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule 1 avant le 31 décembre 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures de confinement de la pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fonctionnement de la barrière hydraulique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le 30 septembre 2023, l'exploitant met en œuvre le confinement prévu par le protocole en date du 11 juillet 2023 et référencé 23B950032BH. [...] Ce confinement a pour objectifs d'éviter la propagation de la pollution identifiée dans la nappe alluviale au droit du site sinistré (notamment au lithium). Le confinement hydraulique est constitué de puits de pompage, de pompes et de piézomètres de surveillance en nombre suffisant pour contenir au droit du site les eaux souterraines impactées par le lithium . Les puits de pompage sont répartis de manière à créer des cônes de dépression se chevauchant, et ce afin d'empêcher le déplacement de la pollution vers la zone portuaire et la Seine. Les puits de pompage sont reliés à une unité de traitement avant rejet en Seine. Sauf périodes de maintenance des installations de pompage et/ou de traitement ou périodes de tests de l'éventuel effet rebond, les forages et les installations de traitement fonctionnent en permanence afin de permettre un confinement efficace de la pollution et un rejet conforme au milieu naturel. Tout arrêt fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (HFL8 par la suite) à 10h30 le mercredi 06 novembre 2024 dans le cadre d'une inspection inopinée de routine visant à constater l'état de fonctionnement du confinement hydraulique et du traitement des eaux souterraines mis en place en novembre 2023.  Par courrier du 25 octobre 2024, le prestataire de HFL8 a signifié auprès de l'inspection des installations classées la démobilisation de ses équipes dans l'exploitation de la barrière hydraulique. Selon cet écrit, bien que la société HFL8 ait demandé à son prestataire le maintien en exploitation de ladite barrière, aucune confirmation écrite d'une commande prolongeant le contrat commercial n'aurait été apportée. En conséquence le prestataire a indiqué que les opérations de démantèlement de l'ensemble de la chaîne de traitement de la barrière hydraulique débuteraient le lundi 28 octobre 2024.  <b><u>Non-conformité n° 1</u></b> : mobilisée le 06 novembre sur le site de HFL8, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de fonctionnement de la barrière hydraulique d'une part, et son démantèlement en cours d'autre part.  Interrogé durant cette visite, le prestataire de HFL8 a précisé ne plus opérer la barrière hydraulique depuis le 13 septembre 2024. Au cours d'une visite inopinée le 20 septembre 2024, l'inspection des installations classées avait en effet constaté l'absence de personnel d'exploitation et l'arrêt des pompes et de l'unité de traitement. Le prestataire a ajouté que le démantèlement en cours devait se poursuivre 2 semaines.

Ainsi, l'inspection a été témoin de l'évacuation de premiers grands récipients pour vracs (GRV) vides par camion lors de sa visite. Seul ne devrait subsister de la barrière hydraulique que les équipements appartenant à HFL8, à savoir les 19 (+1 de secours) pompes submergées dans les puits du site, leurs coffrets respectifs ainsi que les 2 citernes souples selon les dires du prestataire rencontré.

Celui-ci prévoit la venue d'un hydrocureur afin de procéder au curage des boues présentes au fond des bennes tampons de l'unité de traitement.

L'inspection a évalué avec le prestataire au moment de sa visite la présence de :

- 11 GRV (d'une contenance d'1 m<sup>3</sup>) d'acide chloridrique concentré ;
- 36 GRV de déchets d'acides chloridriques ;
- 2 GRV de soude ;
- 10 bigbags de résine.

**Demande n° 1** : la société HFL8 transmettra dès réception l'intégralité des bordereaux de suivi de déchets (BSD) relatifs à l'élimination des déchets dangereux évacués du site.

**Demande n° 2** : en dehors des périodes d'exploitation des 19 puits que composent la barrière hydraulique, l'exploitant apposera un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent comme prescrit dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003. Cette fermeture munie d'un dispositif de sécurité limitant son ouverture à l'exploitant seul doit permettre un parfait isolement des puits des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles.

**Commentaire n° 1 - déjà formulé dans le rapport d'inspection du 31 mai 2024** : l'inspection des installations classées rappelle que l'arrêt des pompages liés au confinement hydraulique est soumis à l'accord préalable de l'inspection sur la base d'un protocole proposé par l'exploitant, comme explicité à l'article 2.5 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié. Les derniers résultats de suivi des eaux souterraines ne permettent pas de justifier du déclenchement d'une telle procédure. Les premiers éléments de la campagne n°8 de suivi des eaux souterraines indiquent la présence tenace de lithium dans ces eaux dont les plus fortes valeurs situées au Sud-Ouest de la cellule contenant les résidus de batteries au lithium s'élèvent à 38 800 µg/l. En plus de traiter le lithium, les différences de valeurs entre les rapports d'analyses d'eaux souterraines et d'eaux issues du traitement de la barrière renseignent sur l'abattement des matières en suspension et du manganèse opéré par la barrière (valeurs de plusieurs milliers de µg/l dans les eaux souterraines à quelques dizaines en sortie de traitement). Le Manganèse est un paramètre dont l'exploitant a attiré l'attention de l'inspection le 13 novembre sur le fait que cette substance était désignée dans les brevets des batteries au lithium incriminées, sans que sa provenance ne soit déterminée avec exactitude à ce stade.

Depuis la semaine n° 37, la société HFL8 a réalisé la pose de 3 nouveaux piézomètres de contrôle (notés PzC1 à PzC3) en aval hydraulique des installations de la barrière hydraulique en direction du Nord, vers la Seine. La concentration en lithium analysée lors de la campagne n°8 dans ces ouvrages est comprise entre 9,27 et 11,9 µg/l, soit des valeurs légèrement supérieures au bruit de fond retrouvé à l'Ouest (entre 1,2 et 4,8 µg/l). Ces valeurs peuvent s'expliquer du fait que la barrière hydraulique a été mise en service 10 mois après l'incendie survenu le 16 janvier 2023 laissant le temps aux pollutions souterraines de migrer.

### Citernes souples

Entre le 18 et le 25 avril 2024, les eaux issues du pompage de la barrière hydraulique ont été stockées vers les citernes souples du site.

Lors d'une visite d'inspection inopinée datée du 20 septembre 2024, l'inspection a constaté que l'une de ces bâches contenait encore pour au moins 80% de son contenu (de 500 m<sup>3</sup>) des eaux et ce malgré sa demande n° 2 du 31 mai 2024 stipulant que *"la seconde bâche chargée en eau polluée devra également faire l'objet d'un traitement rapide de son contenu afin de libérer le stockage de secours qu'il représente en cas de défaillance du système de traitement de la barrière hydraulique"*.

Lors de la visite du 06 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la vidange complète de cette bâche. Interrogé sur le destin des eaux préalablement stockées, le prestataire de l'exploitant a indiqué avoir redémarré l'unité de traitement du site du 28 au 30 octobre 2024 pour les épurer avant leur relâchage dans l'exutoire final.

Pour rappel, la seconde bâche souple de 500 m<sup>3</sup> a fait l'objet d'une perforation en mai 2024, sans qu'il ne puisse être déterminé avec précision l'origine de cette dégradation. Cette bâche contenait lors de la visite quelques mètres cubes d'eau (quelques centimètres d'épaisseur) sans que de l'eau ne s'en échappe, la percée étant située sur le dessus.

**Demande n° 3** : l'exploitant éliminera les eaux restantes dans la citerne souple percée dans les meilleurs délais. Le bordereau de suivi des déchets complet afférent sera transmis à l'inspection des installations classées dès que disponible.

**Consécutivement aux constats et à la non-conformité énoncés ci-avant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de réinstaller et d'exploiter un confinement hydraulique traitant les eaux souterraines polluées du site avant le 31 décembre 2024.**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 45 jours

### N° 2 : Gestion et traitement des eaux de ruissellement

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3 de l'annexe

**Thème(s)** : Risques chroniques, Surveillance des réseaux

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure en tout temps de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023.

L'exploitant veille à ce que les eaux situées dans le regard Sud-Est de l'installation, à proximité de la cellule n° 4, fasse l'objet du même traitement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet un compte-rendu détaillant le débit de pompage de ces eaux, les valeurs atteintes, l'exutoire sélectionné ainsi que le planning de rejet.

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande d'arrêt du traitement des eaux présentes dans les réseaux de son site une fois les opérations de déblais réalisées.

<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Non-conformités n° 2 :</u></b> consécutivement aux constats établis au point précédent par l'inspection des installations classées, il ressort que la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 n'est plus en mesure de pomper et de traiter les eaux météoriques stagnantes dans les réseaux du site. Au cours de la visite, l'inspection a de plus constaté la présence de phases flottantes irisées dans plusieurs d'entre eux.</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral visant à mettre en demeure la SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023 <u>avant le 31 décembre 2024.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 45 jours

### N° 3 : Évacuation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bon de commande de déblaiement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La date limite d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 fixée à l'article 1.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au 31 mars 2025.</p> <p>Un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule 1 est remis à l'inspection des installations classées avant le 15 août 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Non-conformité n° 3 :</u></b> au jour de la visite d'inspection et à la clôture du présent rapport, l'inspection des installations classées n'a pas été destinataire d'un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule 1.</p> <p>L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 en fournissant ce bon de commande <u>avant le 31 décembre 2024.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 45 jours